

La qualité de l'eau, l'environnement, le climat sont des préoccupations majeures aujourd'hui. Le Comité de bassin Loire-Bretagne qui réunit 36 départements de l'Ouest élabore actuellement le nouveau schéma directeur d'aménagement et de gestion de l'eau qui sera applicable durant la période 2016 - 2021. Des thèmes ressortent dès à présent : réduction des nitrates, maîtrise des prélèvements, préservation du littoral contre les algues vertes et protection des têtes de bassins versants.

Des différences d'appréciation sont apparues au Comité de bassin. Les deux agriculteurs bretons qui y siègent estiment que « *L'état des lieux est plutôt bon car la courbe des nitrates s'infléchit nettement* ». Tous les membres ne partagent pas ce point de vue. Le débat suit son cours et les citoyens peuvent y participer jusqu'au 18 juin. Le document est consultable sur internet : www.eau-loire-bretagne.fr. Voilà un sujet d'échanges intéressant pour nos amicales et pour nos lecteurs. Pour sa part, la directrice de l'agence de l'eau « *Armor-Finistère* », Sylvie Detoc estime « *qu'en 2016, 40 % des masses d'eau bretonnes auront un bon état écologique* ». Il y a donc de la marge...

La gestion de l'eau n'est pas séparable du climat ni de l'environnement. Et le tout intervient forcément dans la recherche de la sécurité alimentaire. C'est ce qu'ont constaté les 700 scientifiques de 75 pays réunis à Montpellier pour débattre des pratiques qu'ils qualifient de « *climato-intelligentes* ». Ils observent que l'agriculture est victime du réchauffement climatique à cause de sécheresses plus fréquentes et de pertes de rendement. Elle est aussi coupable du fait qu'elle rejette 24 % des gaz à effet de serre résultant d'emplois excessifs d'engrais minéraux, de la mauvaise conduite d'élevages et de rizicultures inondées. Enfin ils estiment que la déforestation représente 50 % des émissions de gaz à effet de serre liés à l'agriculture.

Dans ce vaste débat, des vues divergentes se sont exprimées. Ainsi, le mouvement Attac et la Confédération Paysanne mettent en garde contre la place prise par les géants de l'agriculture industrielle dans l'alliance internationale pour l'agriculture Climato-Intelligente. A leurs yeux c'est un cheval

de Troie pour les firmes de l'agrobusiness. La Bretagne est concernée au premier chef. C'est la première région agricole de France et son chiffre d'affaire pour l'agroalimentaire est proche des 20 milliards d'euros. Il est donc logique que les Bretons s'intéressent aux préparatifs de la Conférence Mondiale sur le climat qui se tiendra à Paris en décembre prochain : la COP21.

Nicolas Hulot ⁽¹⁾, envoyé spécial du Président de la République sur les questions de climat et que nos lecteurs connaissent, consacre tout son temps aux préparatifs de cette importante assemblée. « *C'est un enjeu universel, il en va de notre survie* » déclare-t-il. « *Il est urgent de changer de modèles économiques, agricoles, énergétiques.* » Saura-t-il convaincre François Hollande et ses invités ? A cette question il répond prudemment : « *Une chose est d'être convaincu de l'ampleur d'un phénomène, ce qui est son cas. Une autre est de mettre en place les mesures qui vont nous faire changer fondamentalement de politique, de modes de production et de consommation !* »

Pour être mieux éclairés sur la question on ne saurait trop conseiller à tous de lire l'ouvrage que vient de publier la canadienne Naomi Klein : « *Tout peut changer, capitalisme et changement climatique* » (Éditions Actes-Sud). Sa démonstration est puissante et la trajectoire qu'elle propose est claire : « *Faire se rejoindre lutte climatique et lutte contre l'austérité* ». A lire et à faire lire pour mieux contribuer au bien être commun.

⁽¹⁾ **Nicolas Hulot demeure à Saint-Lunaire (Ille et Vilaine). Son arrière grand-père a été maire de Brest et la famille de sa mère était originaire du Finistère.**



Par Jean Le Lagadec